



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Projet de boisement de terres agricoles
sur la commune de Sainte Hermine (85)

Le préfet de la région Pays de la Loire

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2022/SGAR/DREAL/2 du 12 janvier 2022 portant délégation de signature à madame Anne BEAUVAL, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2022-6141 relative au projet de boisement de terres agricoles sur la commune de Sainte Hermine, déposée par monsieur Jacques CHAMPAUD et considérée complète le 11 mai 2022 ;

Considérant que le projet consiste en la plantation d'une parcelle d'un hectare (référence cadastrale XN 65) au lieu dit le Petit Beugnon sur la commune de Sainte Hermine ;

Considérant que la parcelle du projet est située en zone N (naturelle) du plan local de l'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes Sud Vendée Littoral approuvé le 21 décembre 2021 ayant fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que la composition du boisement retenue à ce stade, suite au diagnostic réalisé par le centre régional la propriété forestière (CRPF) Bretagne Pays de la Loire, sera constituée exclusivement de feuillus (chênes, charmes, cormiers, alisiers...) ;

Considérant que l'objectif du projet est de constituer un patrimoine boisé et de participer à la lutte contre le dérèglement climatique ;

Considérant que l'emprise du projet est constituée d'une prairie de fauche insérée dans un espace boisé inscrit au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II «Vallée du Lay et bois de la Réorthe à Saint Vincent Puymaufrais» ;

Considérant qu'à l'exception de cette ZNIEFF, le secteur de projet n'est concerné par aucun autre périmètre d'inventaire ou protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager, ni par des périmètres de protection de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant que les haies et boisements à la périphérie de la parcelle seront préservés ;

Considérant que le projet, par la diversité des essences des plantations qu'il propose, est de nature à préserver et renforcer la biodiversité et qu'il contribuera également au stockage de carbone du territoire et n'entre pas en contradiction avec les enjeux de la ZNIEFF pré-citée ;

Considérant que l'entretien des cloisonnements sylvicoles se fera par fauchage ou par broyage tous les 2 ou 3 ans, qu'un élagage sera réalisé tous les 5 ans et une éclaircie tous les 5 à 10 ans en fonction du développement des plantations et qu'il n'y aura pas de recours à des produits fertilisants ou phytopharmaceutiques ni à l'arrosage ;

Considérant que le projet ne se situe pas sur une commune pour laquelle les opérations de boisement sont réglementées en vertu des dispositions de l'article L 126-1 et suivants du code rural et de la pêche maritime ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de boisement de terres agricoles sur la commune de Sainte-Hermine, est dispensé d'étude d'impact

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Jacques CHAMPAUD et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
pour la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire
Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes
Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr